



IRAN : UN MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE COMME LE CONFIRMENT DE NOUVELLES DONNÉES

Christophe de VOOGD

Président du Conseil scientifique et d'évaluation de la Fondapol

L'explosion de « la rue iranienne » depuis la fin décembre a reçu en France, mais aussi dans la plupart des pays occidentaux, une attention tardive et parfois biaisée. L'ampleur et la durée du mouvement, tout comme la violence de la répression, mettent désormais au premier plan de l'actualité un pays clef non seulement pour le Moyen-Orient mais pour les équilibres globaux. Or des données nombreuses et

scientifiquement étayées sur les courants profonds de l'opinion publique iranienne permettent de comprendre les événements en cours et doivent être d'urgence intégrées au débat public.

La Fondation pour l'innovation politique a publié en juillet dernier une étude du groupe GAMAAN (*Group for Analyzing and Measuring Attitudes in Iran*) rassemblant plusieurs enquêtes réalisées entre 2019 et 2023 et faisant apparaître « une société sécularisée, diverse et dissidente »¹. Ce groupe de chercheurs, établi aux Pays-Bas, mène des enquêtes anonymes et clandestines sur l'opinion iranienne via internet, en utilisant le VPN pour contourner la censure qui règne dans le pays. Le GAMAAN a poursuivi son travail à travers de nouvelles enquêtes : notamment sur l'élection présidentielle de 2024 et les préférences politiques des Iraniens, sur les réactions à la guerre des 12 jours contre Israël en juin 2025 et la dernière en date sur l'état de l'opinion publique en septembre 2025². Confrontées à d'autres sources comme le *World Values Survey*, elles permettent de se faire une idée précise des tendances de l'opinion iranienne au cours des dernières années. La taille et la représentativité des échantillons dans un pays éduqué et familier d'internet rendent ces résultats probants pour la population alphabétisée, soit 85 à 90 % des Iraniens à partir de 15 ou 18 ans selon les enquêtes.

Il en ressort d'abord une série de chiffres clefs qui montrent tant la structuration profonde de l'opinion que son évolution :

- 78 % croient en Dieu mais seulement 38 % s'identifient comme chiites et un sur deux (en additionnant chiites, sunnites et adeptes du soufisme) comme musulman
- 47 % déclarent avoir abandonné leur religion d'origine
- 72 % s'opposent au hijab obligatoire
- 70 % sont contre le maintien de la République islamique (19,5 % pour)
- 68 % sont contre les prescriptions religieuses en matière de législation civile
- 71 % s'opposent à un régime militaire
- 89 % sont favorables à la démocratie
- Popularité du « guide suprême » Ali Khamenei : 9 %
- Popularité du principal opposant, Reza Pahlavi, fils du dernier Chah : 35 %

1. Pooyan Tamimi Arab et Ammar Maleki, *Iran : société sécularisée, diverse et dissidente*, Fondapol, juillet 2025 [en ligne].

2. On trouvera ces rapports sur le site du GAMAAN : [en ligne]. Pour la dernière enquête de septembre 2025, lire Ammar Maleki et Pooyan Tamimi Arab, *Iran protests 2026: our surveys show Iranians agree more on regime change than what might come next*, The conversation, 12 janvier 2026 [en ligne].

- 44 % considère que le régime iranien est responsable de « la guerre des 12 jours » de juin 2025 (33 %, Israël)
- 51 % estiment que cette guerre a été un succès pour Israël (16 % pour l'Iran)
- 69 % considèrent que le régime doit renoncer à sa volonté de détruire Israël
- 73 % condamnent les victimes civiles et 44 % l'attaque contre l'Iran.

Les destructions de cette guerre, les graves revers essuyés à Gaza, au Liban et au Yémen et surtout à la dégradation spectaculaire de la situation économique et sociale du pays ont radicalisé l'opinion contre le régime, comme le montrent les chiffres recueillis en septembre 2025 : la popularité de Reza Pahlavi est ainsi passée de 31 à 35 % et les partisans d'un changement immédiat de régime de 35,5 à 41,3 %. Les manifestations actuelles donnent à penser que ces tendances n'ont fait que se renforcer au cours des derniers mois, vu leur intensité, leur durée, leur ampleur géographique (27 provinces sur 31) et leurs mots d'ordre (« *Mort au dictateur ! Mort à Khamenei !* », « *Liberté ! Liberté ! Liberté !* », « *Vive Reza Chah !* »).

Autrement dit, les chiffres disponibles sont des *minima* et les conclusions que l'on peut en tirer sont sans doute trop modérées au regard de l'état de crise actuel du pays. Toute banalisation des événements en cours serait *a fortiori* un double contresens, politique et méthodologique.

1/ L'observation du mouvement de protestation montre que le facteur de « la vie chère » est important comme déclencheur du mouvement actuel, dans un pays où les besoins vitaux de la population (nourriture, logement, énergie) ne sont plus assurés et où le cours de la monnaie s'est effondré. Le considérer comme la cause et la caractérisation principales de la protestation serait néanmoins un biais d'interprétation irrecevable. Rappelons que la prise de la Bastille en juillet 1789 a coïncidé avec le maximum des prix du blé à la suite de la très mauvaise récolte de 1788 : or personne, y compris chez ceux-là mêmes qui minimisent les événements iraniens actuels, ne songerait à résumer la Révolution française à une « émeute de la faim ».

2/ En profondeur, les événements actuels renvoient à un processus de *désislamisation* accélérée de la population, qui se traduit aussi bien dans le recul de la foi elle-même que dans le rejet massif de ses prescriptions réelles ou supposées. Le régime lui-même confirme le phénomène en le déplorant : mosquées vides, abandon du rite de la prière, choix de prénoms iraniens et non musulmans, dévoilement des femmes au moins dans les grandes villes, etc. Comme l'écrivent dans leur conclusion les auteurs de la note de la Fondapol citée plus haut, à propos du mouvement « *Femme, Vie, Liberté* » de 2022, « *la critique de la théocratie se voit inextricablement liée à la critique de la religion elle-même. Pour ceux qui ont défendu l'acte symbolique de brûler*

le hijab, voyant dans le voile obligatoire un « mur de Berlin » iranien, le terme « vie » englobe bien plus que la poursuite d'une existence stable dans la classe moyenne, la sécurité de l'emploi, la santé ou la sécurité. Il s'oppose fondamentalement au principe chiite du martyre et à l'importance accordée par l'islam à la mort et à l'au-delà. Pour les Iraniens « non religieux » en particulier, qu'ils croient ou non en une puissance supérieure, la valeur de la vie consiste à chérir l'existence terrestre. Par conséquent, le dévoilement représente plus qu'une simple critique du régime ; il s'agit d'un geste existentiel qui signifie non seulement une aspiration à la démocratie laïque, mais aussi une aspiration commune à prendre ses distances par rapport à l'islam lui-même. » (A. Maleki, P. Tamimi Arab).

3/ L'opposition au régime est ultra-majoritaire (de 70 à 80 % selon les enquêtes), tout comme est écrasante l'aspiration à « la démocratie » (89 %). Mais cette dernière doit être prise avec prudence en raison de la vertu consensuelle et du caractère attrape-tout du mot, souvent revendiqué par des régimes dictatoriaux. 43 % des Iraniens affichent d'ailleurs leur préférence pour un régime individuel fort. Les partisans de la démocratie incluent ceux qui croient à une possible réforme du régime, ceux (très majoritaires) qui veulent sa disparition (soit immédiate soit à terme), et même certains de ses soutiens conservateurs qui le considèrent comme « démocratique », le régime se qualifiant comme tel dans sa propagande. En 2022, Ali Khamenei affirmait ainsi : « une démocratie religieuse, islamique est une idée nouvelle. Nous avons apporté cette information à la littérature politique mondiale ».

4/ L'opposition est néanmoins divisée et en partie désorientée : Reza Pahlavi est la personnalité la plus populaire mais il est loin de faire l'unanimité, et les Iraniens sont très partagés sur la forme du régime souhaitable (réforme du régime actuel, monarchie, république libérale, démocratie sociale, régime autoritaire, centralisé ou fédéral...). Si l'opposition au régime est majoritaire dans toutes les catégories de la population et dans toutes les provinces et groupes ethnico-religieux, elle est variable tant dans son intensité que dans sa base idéologique et géographique : l'étude de GAMAAN sur les préférences politiques des Iraniens en 2024 ne dénombre pas moins de 11 mouvances différentes représentant de 5 à 35 % de l'opinion. Par ailleurs, c'est la jeunesse urbaine et éduquée qui est la plus inconditionnellement en faveur du renversement du régime. Enfin, l'évolution de l'opinion donne une impression contrastée : c'est lors du précédent grand mouvement de protestation en 2022 que l'hostilité au régime a été la plus prononcée (81 %), tout comme la volonté d'y mettre fin immédiatement (60 %). Si les partisans du *statu quo* politique sont marginaux (11,8 %), les Iraniens hésitent entre disparition immédiate du régime (41,3 %, option majoritaire relative), transition progressive (13,2 %) et réformes profondes (12,5 %). L'incertitude sur l'avenir se mesure à l'éclatement des choix quant à la forme institutionnelle souhaitée : la monarchie a la faveur

de 28,5 % des répondants contre 21 % pour une république (laïque) et 20 % pour le régime actuel, tandis que 7 % se déclarent indifférents à la forme de l’alternative et 23 % se disent sans opinion (chiffres de septembre 2025). Comparées aux données recueillies en juin 2024³, ces résultats montrent une hausse sensible de la popularité de la monarchie ; mais on constate l’absence d’une option institutionnelle majoritaire et la grande dispersion de l’opinion sur ce sujet essentiel pour l’avenir du pays et le devenir même de la contestation en cours qui doit trouver un débouché politique. Il reste que le mouvement actuel bénéficie de l’affaiblissement considérable du régime et des pressions extérieures fortes, notamment américaines, qui n’existaient pas lors du précédent de « Femme, Vie, Liberté » en 2022.

5/ le nationalisme iranien reste fort : 26 % des répondants donnent leur préférence à un régime fondé sur cette thématique, arrivant au 3e rang des régimes souhaités, mais irriguant de fait une large partie du spectre politique, y compris parmi les partisans du régime actuel. Il joue à la fois en sa faveur (en cas de menace voire d’agression extérieure) et contre lui : la popularité du slogan « *Ni Gaza, ni Liban ! Je ne donne ma vie que pour l’Iran !* », entendu lors de chaque grande vague de contestation, montre le rejet de l’aventurisme ruineux du régime pour des causes perçues comme étrangères. Il est clair que la République islamique ne dispose plus de la ressource du sentiment national comme elle en avait bénéficié au temps de la guerre contre l’Irak dans les années 1980 : on le mesure aux résultats de l’enquête sur la guerre des 12 jours avec Israël en juin 2025, considérée par 63 % des répondants comme une « guerre entre Israël et la République islamique et non le peuple iranien » ; et où l’anti-américanisme viscéral de naguère semble avoir disparu : 52 % des Iraniens (contre 30 %) déclaraient déjà en 2021 avoir une image positive des États-Unis et 62 % créditaient Donald Trump d’un « rôle clef » dans la fin de la guerre des 12 jours. Mais les attitudes à l’égard du programme nucléaire restent plus partagées (43 % contre, 36 % pour), et encore davantage à l’égard de la protection offerte par la production de missiles (46 % pour, 43 % contre)⁴.

Plus profondément, la question se pose, à écouter le discours de nombreux opposants, si le nationalisme n’est pas en train de jouer contre un régime perçu comme l’incarnation d’une religion venue de l’extérieur et imposée jadis par la conquête arabe. De fait, il existe une relation complexe dans l’histoire du pays entre narratif national et narratif islamique. Souvent en concurrence voire en conflit (notamment dans la longue lutte entre pouvoir royal et pouvoir religieux), ils ont pu se renforcer l’un l’autre à travers la spécificité du chiisme (religion d’État depuis le XVI^e siècle) dans un univers musulman dominé par le sunnisme. La mobilisation du nationalisme iranien a été un instrument décisif de

3. Pour ces chiffres de 2024, voir [en ligne].

4. [en ligne].

la propagande des mollahs contre l'Irak, les États-Unis ou Israël. Ce nationalisme pourrait bien être l'une des explications de la longue survie (47 ans) d'un régime depuis longtemps très impopulaire. Il est vrai que la puissance de ses moyens de contrôle du pays, la violence sans limite de la répression et la caution de la religion sont des raisons plus évidentes de cette longévité, mais elles semblent avoir atteint leur limite. Les événements actuels, avec la destruction de plusieurs mosquées, montrent qu'il existe dans une partie de la population une hostilité à l'Islam lui-même, victime de son instrumentalisation politique par le régime (comme la dénonciation de ses opposants comme « *ennemis de Dieu* ») : la foule a ainsi applaudi l'incendie d'une mosquée à Téhéran au cri de « *Iran ! Iran !* », montrant par là le divorce croissant entre nation et religion.

C'est pourquoi l'on assiste dans le même temps au retour du « grand récit » national alternatif, glorifiant la langue persane et le passé mi-historique mi-légendaire des héros et des rois, jadis chanté par le poète Ferdowsi. La République islamique n'a pas pu, malgré ses velléités initiales, effacer ces lieux de mémoire indispensables à la mobilisation nationale contre ses ennemis extérieurs. La crise du régime fait que le récit laïc du passé iranien reprend de la vigueur : le retour du drapeau de l'Iran monarchique dans les manifestations actuelles en est un signe clair. Mais il s'agit là sans doute davantage d'un symbole de ralliement que d'une nostalgie à l'égard d'un ancien régime que la grande majorité de la population n'a pas connu : notamment la nombreuse jeunesse iranienne, plus attirée par le modèle d'une postmodernité mondialisée que par de vieux narratifs dont les conflits répétés ont déchiré le pays.

